



Lettre n°67 du 2 décembre 2018

Au sommaire :

- Face à la violence et au mépris du gouvernement, tous ensemble pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux - *Démocratie révolutionnaire*
- Congrès du PCF, il serait temps de faire table rase du passé... - *Laurent Delage*

Face à la violence et au mépris du gouvernement, tous ensemble pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux

Le gouvernement porte l'entière responsabilité des violences qui se sont déroulées samedi en particulier sur les Champs Élysées à Paris. D'abord par la violence contre les travailleurs et les classes populaires de sa politique toute dévouée aux seuls intérêts du grand patronat, des actionnaires, des riches. Ensuite par son arrogance et son mépris face aux légitimes exigences portées par les gilets jaunes, son obstination aveugle à maintenir la hausse de taxes iniques sur les carburants ou à refuser une augmentation significative du Smic. Enfin par le déploiement policier qui visait à humilier les manifestants en les filtrant sur les Champs Élysées et qui a répondu à la révolte par une brutale répression. A son retour de Buenos Aires et du G20, le sommet des maîtres du monde capitaliste, Macron a congratulé sa police sans trouver un mot en réponse aux demandes des gilets jaunes puis annoncé que son premier ministre allait recevoir les chefs des partis parlementaires et une délégation de gilets jaunes. En clair, gagner du temps, tenter d'étouffer le mouvement, réprimer.

Il a fait le choix de l'affrontement. Son propre mouvement tangué devant la vague montante de l'impopularité et de la colère, il est lui-même isolé, déconsidéré, rejeté par l'immense majorité de la population. Il a d'ores et déjà perdu les élections européennes et ne peut tenter de reprendre la main que par une brutale intransigeance acculant le mouvement à l'affrontement dans le but de le déconsidérer. Il joue aussi un jeu politicien pervers en attribuant à la droite et l'extrême droite, à Marine Le Pen en particulier, la responsabilité du mouvement. Marine Le Pen et ses amis s'emploient à en capter les bénéfices en posant aux plus solides soutiens des gilets jaunes et des classes populaires.

Mais dans la réalité, la mobilisation échappe aux petits calculs des politiciens et Macron lui donne de nouvelles raisons de se renforcer.

C'est bien pourquoi l'attitude des organisations syndicales est particulièrement scandaleuse et tourne le dos à la défense des intérêts des travailleurs. Y compris celle de la direction de la CGT. Certes, cette dernière appelait à manifester samedi en même temps que les organisations de chômeurs. Mais elle n'appelait pas en solidarité avec les gilets jaunes, elle ne militait pas pour la convergence des révoltes mais pour affirmer son propre appareil. Une telle politique laisse le terrain à la droite extrême et à l'extrême droite se drapant dans le bleu-blanc-rouge au nom du peuple et de la France.

Comme si tous les Français étaient égaux ! Justement non, et c'est bien le sens du mouvement, la lutte contre les inégalités, la lutte pour vivre dignement et non survivre sans perspectives face à un avenir bouché.

La révolte, ses exigences et revendications ont un caractère de classe, elles sont celles de la classe exploitée contre ceux qui s'enrichissent sur son dos.

Ce qui se passe en France se déroule au niveau de toute l'Europe et du monde. Partout, l'offensive du capitalisme financier mondialisé provoque une régression sociale généralisée. Les prix augmentent et les salaires stagnent ou baissent. La précarité se généralise, de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui ont été ou sont confrontés à la pauvreté ou à des privations, en particulier sur la santé, inacceptables.

A l'opposé les bourses ont atteint des sommets inimaginables, les actionnaires se remplissent les poches. Une telle folie ne peut durer éternellement. Déjà, les bourses se retournent, baissent, des milliards que les capitalistes nous ont volés partent en fumée. Et c'est à nous qu'ils voudront faire à nouveau payer la facture.

« *Macron démission* » crient de nombreux manifestants mais pour mettre qui à la place ? Marine Le Pen, notre pire ennemi ? Et les mêmes souvent prêchent l'apolitisme tout en chantant la Marseillaise.

C'est tout le système qu'il faut changer.

Il y a urgence à ce que les travailleurs prennent les choses en main, dans le mouvement des gilets jaunes pour contrecarrer les manœuvres de l'extrême droite, dans leurs organisations syndicales. Il n'est pas possible de laisser Macron faire son sale boulot et l'extrême droite récupérer la mise pour faire pire encore. Au-delà même du mouvement des gilets jaunes, la révolte est contagieuse, les discussions vont bon train, la jeunesse commence à se mobiliser. De plus en plus nombreux sont les militants syndicalistes qui s'engagent pour la convergence de la co-

lère. Les travailleurs ont les moyens de prendre en main avec leurs armes, la grève, les manifestations, l'organisation démocratique la lutte contre la vie chère, pour les salaires, les pensions et les allocations. Ils peuvent obliger leurs organisations à prendre leurs responsabilités, s'organiser eux-mêmes, démocratiquement, sur les lieux de travail ou les quartiers.

Le moment est venu de mettre un coup d'arrêt à une politique hostile aux intérêts du monde du travail et de toute la population.

Congrès du PCF, il serait temps de faire table rase du passé...

Sans surprise, Pierre Laurent a dû laisser la place de secrétaire national au profit de Fabien Roussel, dirigeant de la fédération communiste du Nord, suite à la mise en minorité de la direction du parti lors du vote du 6 octobre dernier. Une première au PCF, qui traduit le mécontentement de bien des militants et l'impasse politique dans laquelle se trouve celui-ci aujourd'hui.

Pendant un mois et demi, Laurent a bien essayé de rester en place au nom de « l'unité du parti », en proposant une « transition » dans le but de minimiser le profond malaise des militants. Roussel et la nouvelle direction se sont prêtés au jeu, négociant une liste unique de direction avec la majorité sortante tellement les différences sont... subtiles.

Mais au final, Roussel a pris la tête du PCF, promettant au congrès d'en finir avec la politique « d'effacement du parti », critiquant et tournant la page du Front de Gauche et de Mélenchon... Sauf que la page était déjà largement tournée par ce dernier, mettant le PCF devant le fait accompli.

Il promet aux militants, qui n'ont pas accepté l'absence du PCF lors de l'élection présidentielle et leur 2,72 % aux législatives, un parti « plus fort », « plus combatif », « plus influent »... Mais sur quelle politique ?

Les textes mis en débat dans la préparation de ce congrès ont beau se revendiquer du communisme, discuter de l'actualité du marxisme ou de la révolution..., leurs débats oublient l'essentiel. De Mitterrand en passant par Mélenchon, le PCF se trouve piégé par sa propre politique d'intégration dans les institutions.

Incapable de faire table rase de son propre passé pour contribuer à armer les travailleurs face à la nouvelle époque, à l'offensive du capitalisme financier mondialisé, il se condamne lui-même à l'impuissance.

La direction du PC désavouée

Pour ce 38^{ème} congrès « extraordinaire », trois textes alternatifs à celui de la direction étaient soumis au vote des militants, afin de déterminer la fameuse « base commune » sur laquelle tous devaient se retrouver.

Arrivé en tête avec 42 % des voix contre 38 % pour celui de la majorité sortante, le « Manifeste du PC du XXI^e

siècle » de Chassaigne et Roussel critique ouvertement la politique de la direction vis-à-vis de LFI qui a profondément affaibli le PC : « après son effacement en 2017 et son résultat désastreux aux législatives, son pronostic vital est engagé ».

En votant ce texte, les militants ont désavoué la direction et sa politique de ralliement à Mélenchon, ex-ministre socialiste qui a utilisé sans vergogne les militants du PC et leur influence pour lancer le Front de Gauche et sa candidature à la présidentielle de 2012... pour au final imposer celle-ci en 2017 à la direction du PCF.

A l'opposé, le texte « Pour un printemps du communisme » des députés Stéphane Peu et Elsa Faucillon appelle à un « Front commun » des forces antilibérales et à poursuivre la politique d'alliance avec LFI. Il ne recueille que 11,9 %.

La nouvelle majorité dit vouloir « réaffirmer » le PC et annonce une candidature communiste à la prochaine présidentielle, alors que le parti n'a plus présenté de candidat à cette élection depuis 2007.

Dans le même temps, la campagne européenne du PCF ne décolle pas. Ian Brossat, adjoint d'Hidalgo à Paris, n'en finit pas d'appeler à « rassembler la gauche » mais se retrouve sans partenaire, au point que certains se demandent si le PCF seul parviendra à dépasser les 3 % nécessaires au remboursement de la campagne.

Tous les débats sont centrés sur la question des alliances. Le problème du PC est de conserver ses élus, son appareil et de chercher des partenaires pour cela. Problème d'autant plus compliqué à résoudre que le PS éclate lui aussi. Lienemann vient de le quitter en octobre, appelant Hamon, Jadot à la rejoindre pour se rapprocher de LFI dans le cadre d'un « nouveau front populaire »... Tout ce beau monde cherche à « rassembler » pour sauver ses places et positions.

Réaffirmer le PC... à la recherche de l'introuvable rassemblement pour sauver ses élus

Roussel fraîchement élu, dit vouloir « réaffirmer » le communisme, se revendique des travailleurs, profitant de son image de dirigeant de la fédération du Nord. Mais à côté de ces discours où le PC tente de se dégager de la pression populiste de Mélenchon, il cherche surtout d'autres

partenaires, à commencer par le PS. Comme l'explique Genevée, partisan du Front commun avec La France insoumise : « *D'un côté, Fabien Roussel et ses proches brandissent l'étendard rouge, mais de l'autre ils sont pour des alliances à géométrie variable, avec le PS en particulier* ».

Les textes de congrès sont révélateurs de ces contorsions en tout genre. Le PS y est décrit comme un parti « *paralysé* » dans le social-libéralisme, mais « *conservant néanmoins un enracinement dans les territoires* » et capable de faire « *renaître dans le futur une social-démocratie* ».

Roussel l'explique lui-même : « *Je suis membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale, et je suis aux côtés du député LFI Éric Coquerel et de la députée PS Valérie Rabault, et bien souvent nous tapons ensemble sur le même clou, celui de la politique d'Emmanuel Macron* »... Vite oublié le clou de la Loi Travail enfoncé par le PS juste avant les ordonnances de Macron !

« *On revient à une relation classique entre le PCF et le PS, ça fait du bien* » se félicite un représentant du PS !

Il est bien peu probable que cette politique puisse faire contrepoids à Mélenchon qui pose à la fois à l'homme providentiel et au nouveau rassembleur de la gauche hors du PS et... du PC. Celui-ci peut même récupérer ceux qui au PC défendent le rapprochement avec LFI, à l'image de Faucillon qui vient de refuser de participer à la direction en dénonçant les accords entre l'ancienne et la nouvelle majorité : « *On est sur de petits arrangements au sommet. C'est du grand n'importe quoi, une tragicomédie* ».

Le camp des travailleurs ou la voie institutionnelle, il faut choisir

Le piège de sa propre politique se referme sur le PCF, prisonnier de cette voie institutionnelle et parlementaire. Aux législatives de 1978, le PCF faisait 20 % des voix, il en a recueilli moins de 3 % à celles de 2017. Son score a été divisé par sept en 40 ans.

C'est le bilan de la politique d'« *Union de la gauche* » et de Mitterrand, utilisant l'influence du PC parmi les travailleurs pour faire passer l'offensive des années 80, avec le blocage des salaires, le plan d'austérité, les grands plans de licenciements dans l'automobile et la sidérurgie, etc.

De 1997 à 2000, le PC mènera la même politique avec la « *Gauche plurielle* » dans le gouvernement Jospin qui privatisera Air France, France Telecom, les autoroutes et entamera le démantèlement de la SNCF avec la création de RFF sous l'égide du ministre communiste des transports Gaysot.

Mélenchon, bon élève de Mitterrand, n'a fait que poursuivre, utilisant le PC et ses militants pour servir ses ambitions et le prendre à son propre piège.

Cette impasse politique traduit l'impasse de fond du réformisme, incapable de résister à l'offensive des classes dominantes et d'offrir une perspective pour les luttes de la classe ouvrière, tant il est obligé de trouver un allié à sa droite pour négocier sa place au sein des institutions.

Le Manifeste du XXI^e siècle proclame : « *Le communisme à l'ordre du jour* » ; « *un processus de transformation révolutionnaire et démocratique* » ; « *nous voulons prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des banques (crédit), des assurances (épargne)* ».

Mais ces grandes phrases ne conduisent qu'à réclamer : « *une transformation ininterrompue des institutions, avec des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et des citoyens* »... comme si les institutions pouvaient changer de nature et se retrouver miraculeusement au service des travailleurs et des classes populaires !

La classe ouvrière est absente, la lutte de classe aussi comme moteur de la transformation révolutionnaire, remplacée par « *une unité populaire est possible. Le monde du travail et de la création dans sa grande diversité (de la classe ouvrière aux cadres, avec ou sans statut spécifique, des infirmiers et infirmières aux enseignantes et enseignants jusqu'aux chercheuses et chercheurs, des chômeuses et chômeurs aux précaires, des jeunes aux retraité-e-s, des artistes aux artisans, jusqu'aux petits paysans) a fondamentalement des intérêts communs : faire reculer la domination du capital financier* ».

Dans le même ordre d'idée, le communisme est vidé de tout contenu révolutionnaire, ramené à l'idéalisation de la période d'après-guerre : « *la création de la Sécurité Sociale, innovation sociale majeure qui a donné un avant-goût de communisme, n'est pas tombée du ciel. Elle a été le produit d'une jonction entre des luttes considérables et une idée révolutionnaire, traduite par les communistes dans les institutions après la Libération. Pour rendre majoritaire l'exigence d'autres choix, il faut avancer des idées originales capables de faire reculer l'emprise des idées dominantes* »... Comme s'il pouvait y avoir un changement de société sans renverser la domination de la bourgeoisie, sans mettre fin à la propriété capitaliste ?

Retrouver le chemin de la démocratie révolutionnaire, l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes

Symbole de son abandon du communisme masqué derrière de grandes phrases creuses, la direction du PC a rangé au musée la faucille et le marteau... Un symbole, il faut dire, qui n'avait plus grande signification tellement le reniement du communisme remonte loin dans l'histoire du PCF.

Durant des décennies le PCF a perverti les idées révolutionnaires en se ralliant à la contre-révolution stalinienne et en participant à la lutte contre le trotskysme, contre la démocratie. La bureaucratie a détourné les idées de la lutte de classe, s'adaptant aux institutions, propageant les préjugés réformistes, nationalistes. Elle a répandu l'illusion de « bons » gouvernements de gauche qui n'ont servi qu'à faire passer les mauvais coups, à travers toutes les variantes du « dialogue social » destiné à paralyser les travailleurs et à masquer la brutalité des rapports de classe.

La direction du PC se débat à travers sa lente agonie pour tenter de perpétuer une politique qui l'a ruiné et dont, qui plus est, les conditions n'existent plus.

Pour celles et ceux qui sont restés fidèles au communisme, il leur faut faire table rase de ce passé. Le stalinisme s'est effondré et plus globalement, le réformisme. Mais la faillite du PC et du PS, des différentes moutures d'union de la gauche, n'est pas la faillite des idées du socialisme et du communisme. Bien au contraire, il nous faut répondre au défi de la nouvelle époque.

Le capital financier a étendu son emprise sur la planète, aspirant la moindre parcelle de plus-value pour chercher à maintenir ses profits, parasitant le travail de l'immense majorité. Mais la classe ouvrière s'est aussi développée, renforcée, utilisant quotidiennement des outils et des technologies qui pourraient servir à une réelle planification démocratique de l'économie. Les contradictions profondes et le chaos engendrés par la domination capitaliste mettent à l'ordre du jour l'actualité des idées du socialisme et du communisme, parmi la jeunesse, les travailleurs, les militants qui veulent en finir avec cette société. *Démocratie révolutionnaire* a apporté sa contribution à ce débat en publiant « [Le XXIème siècle ou la nouvelle jeunesse du socialisme et du communisme](#) ». Nous nous adressons tout particulièrement aux militantes et militants du PC, à toutes celles et ceux pour qui le communisme n'est pas une formule creuse, une proclamation.

Retrouver le chemin des idées révolutionnaires signifie assimiler les acquis de Lénine et Trotsky, à commencer par leur rupture avec le programme minimum et maximum de la social-démocratie, parlant de la révolution les jours de fête... tout en s'adaptant au terrain des institutions. A l'opposé, ils mirent en pratique une démarche transitoire, à partir des luttes et des révoltes des travailleurs face aux capitalistes, face à la guerre, pour que les travailleurs en viennent par eux-mêmes à prendre en main le pouvoir, à diriger la société au sein de soviets, organes de démocratie directe.

Aujourd'hui encore, chaque lutte doit servir à renforcer la conscience de classe, l'indépendance à l'égard du patronat et de l'Etat. Face à l'ampleur de l'offensive, toute lutte d'envergure devient une lutte politique, qui pose le problème de qui dirige la société, conteste le pouvoir des capitalistes et leur droit à parasiter toutes les richesses de la société. La révolution en permanence...

Le pouvoir nouveau, celui des travailleurs, c'est dans ces luttes qu'il commence à naître, en rupture avec le « dialogue social » tant vanté par les directions syndicales. C'est sur le terrain de l'indépendance de classe et dans la démocratie des AG de grévistes ou des comités de grève, que les travailleurs peuvent affirmer leur droit à diriger toute la société.

Il n'y a pas d'autre voie vers « *le printemps du communisme* ».

Laurent Delage